



RAPPORT ANNUEL

2025



IAMANEH Schweiz | Suisse

Gesundheit für Frauen und Kinder
Santé pour femmes et enfants

Éditorial – La proximité, synonyme d'égalité



Sibylle Ganz-Koechlin
Présidente du comité

Chers et chères membres
Chères donatrices, chers donateurs
Chères lectrices, chers lecteurs

Nous avons eu l'honneur en 2025 d'organiser pour la 10e fois notre festival du cinéma FRAUENSTARK! (FORCE FÉMININE!) à Bâle. Nous vivons chaque année grâce à cet événement des rencontres enrichissantes, découvrons des univers souvent inconnus et amplifions nos connaissances. Nous affinons aussi nos sens face à la nouveauté et à l'insolite, et connaissons mieux de cette manière la réalité de personnes vivant dans d'autres pays.

L'invitation au festival FRAUENSTARK! le promettait: «Avec les films de cette année, nous promovons de la proximité, aussi là où de grandes distances et autres différences culturelles nous séparent».

Nous créons aussi cette proximité en étant à l'écoute. Quels sont les besoins de nos partenaires dans le cadre des projets? Qui détient le pouvoir de définition lorsqu'il s'agit, par exemple, de l'approche transformatrice du genre? Qui décide de ce que signifie concrètement cette démarche pour les femmes et les filles dans nos pays partenaires? Quelles mesures les soutiennent sur la voie d'une société offrant à toutes et tous un espace d'épanouissement?

Comprenons-nous ce qu'on nous dit, ou restons-nous enfermés dans nos propres représentations de ce qui est émancipé, émancipateur et juste?

IAMANEH Suisse a signé, aux côtés de plus de 40 autres organisations, le manifeste «Appropriation locale. Soutien global.» pour une coopération internationale ancrée localement. Le nom du projet résume bien les différents points qui y sont abordés et correspond parfaitement à l'approche de IAMANEH.

La proximité est synonyme d'égalité et d'équité dans les décisions, tant dans l'expression des besoins que dans le choix des moyens appropriés.

Comme souvent dans le contexte de notre travail, nous serons régulièrement confrontés à des changements. Dans l'esprit du manifeste, nous plaçons les plus vulnérables de ce monde au centre de notre attention. Nous nous remettons aussi constamment en question, rendons le plus visibles possible les rapports de pouvoir entre ceux qui disposent des moyens financiers et ceux qui les reçoivent et, malgré ces inégalités, œuvrons en tant qu'alliés des actrices et acteurs locaux.

Nous vous remercions chaleureusement de poursuivre sur ce chemin à nos côtés et nous réjouissons de continuer à échanger avec vous.

Avec nos cordiales salutations,

Sibylle Ganz-Koechlin
Présidente du comité IAMANEH Suisse

Organisation

2025 a été une année de contrastes, marquée par des reculs dans la coopération internationale, mais aussi par des signes encourageants de solidarité et des succès concrets dans notre travail.

La coopération internationale au développement a subi une pression énorme l'année passée. Les coupes drastiques opérées à l'USAID ont ébranlé des organisations du monde entier, certains de nos partenaires de longue date ont été directement touchés et ont dû réduire leurs programmes.

En Suisse, le Parlement a décidé d'augmenter sensiblement les dépenses de défense, notamment au détriment du développement international. Pour la période 2025–2028, la contribution à la coopération internationale, qui comprend l'aide au développement et l'aide humanitaire, s'élève à 11,1 milliards de francs. Cela correspond à 151 millions de moins que ce que le Conseil fédéral avait demandé, et est aussi inférieur au montant alloué pour la période 2021–2024. Cette évolution est préoccupante, surtout à une époque où les défis mondiaux s'intensifient.

Un signal de solidarité important

mais des lueurs d'espoir existent, ce qui est d'autant plus réjouissant. Le Parlement du canton de Bâle-Ville a adopté au mois de mai une nouvelle loi sur la coopération internationale, qui permettra à l'avenir de soutenir beaucoup plus fortement des organisations comme IAMANEH Suisse. Il s'agit d'un signal de solidarité internationale important à l'échelle cantonale.

Nos programmes ont également progressé et nous avons été à même de développer deux nouveaux projets: IAMANEH s'engagera désormais au Sénégal pour la prévention du cancer du col de l'utérus et au Mali pour la réduction des mariages précoces. Les deux projets, qui ont démarré au début de 2026, renforcent la santé et l'autodétermination des femmes et des filles.

Des élèves débattent des stéréotypes

La 10e édition du festival du cinéma FRAUENSTARK! (FORCE FÉMININE!) en novembre a constitué un temps fort particulier. Nous avons célébré cet anniversaire avec un programme varié, plus de 570 visiteuses et visiteurs et des films en provenance d'Inde, de Zambie, d'Afrique du Sud, d'Éthiopie, d'Italie et de France. Les projections scolaires ont connu un grand succès: 196 élèves se sont penchés sur la violence et les stéréotypes liés au genre, à travers le film «Sisterhood» et lors d'un échange avec Vinoth Tissaveerasingham du bureau des hommes de Bâle.

Une équipe solide et un soutien fidèle

La stabilité de l'équipe a été une source de grande satisfaction, il n'y a eu aucun changement de personnel en 2025. Nous avons grandi ensemble et abordons notre travail chaque jour avec une belle motivation, ce qui constitue une base importante pour la qualité de nos programmes.

Tout cela n'aurait pas été possible sans le soutien fidèle de nos donatrices, donateurs et institutions partenaires. Nous adressons ici nos sincères remerciements pour cette aide précieuse.

Alexandra Nicola et Miriam Glass
Co-directrices IAMANEH Suisse



Objectifs, valeurs, impact

Notre vision est un monde équitable en termes de genre, dans lequel toutes les personnes, et en particulier les femmes et les filles, peuvent mener une vie autodéterminée, en bonne santé, dans la dignité et à l'abri des violences et des abus.

En partenariat avec différentes organisations en Afrique de l'Ouest et en Europe du Sud-Est, nous renforçons les droits sexuels et reproductifs des femmes, favorisons l'accès aux soins de santé et combattons les violences liées au genre. Nous nous engageons également pour des réformes législatives visant à mieux protéger les personnes concernées. Nous impliquons en outre activement les hommes et les garçons dans notre travail.

Tous les projets et programmes sont développés, mis en œuvre et portés conjointement avec nos partenaires et avec la participation active des communautés concernées. La coopération repose sur le respect mutuel et la prise de décision commune. Les besoins des personnes dans nos zones d'intervention se trouvent au centre de notre démarche.

L'association IAMANEH Suisse est politiquement et confessionnellement indépendante, exonérée d'impôts en tant qu'organisation à but non lucratif et détentrice du label de qualité ZEWO.

Mesurer l'impact, adapter le cap

Nous attachons de l'importance à mesurer l'impact de nos projets et à réagir aux changements. Chaque organisation partenaire rend compte semestriellement des progrès réalisés, selon un plan de marche convenu. Le rapport annuel sur l'atteinte des objectifs comprend une comparaison avec des valeurs cibles prédéfinies ensemble, et une évaluation externe à la fin de chaque phase de projet sert de base de la phase suivante.

Échanges réguliers

Les responsables de projets chez IAMANEH Suisse se rendent régulièrement dans les pays concernés et entretiennent un dialogue continu avec les organisations partenaires. Des adaptations y sont discutées et les défis à venir sont abordés ensemble.

Contribution aux objectifs de l'Agenda 2030

Notre programme global, qui fixe nos objectifs à long terme, est examiné annuellement et reporté à la Direction du développement et de la coopération (DDC), qui soutient financièrement notre travail. Cela se fait en collaboration avec trois autres organisations, en compagnie desquelles nous formons l'«Alliance Gender Equality & Health».

L'Alliance s'engage, en collaboration avec des acteurs et actrices locaux, à promouvoir des objectifs centraux de l'Agenda 2030 des Nations Unies (Objectifs de développement durable): ODD 3 (Bonne santé et bien-être), ODD 5 (Égalité entre les sexes) et ODD 16 (Paix, justice et institutions efficaces).

CE QUE NOUS AVONS ACCOMPLI ENSEMBLE EN 2025 :

108

femmes en situation d'urgence ont bénéficié d'un accompagnement médical, psychosocial et juridique au centre de protection «Jigi Tugu» à Bamako (Mali).

678

responsables de communautés (religieuses) au Mali ont pris position publiquement contre le mariage précoce et les mutilations génitales féminines.

40

jeunes formés ont animé plus de 60 séances d'information sur les mutilations génitales féminines au Mali.

700

personnes à Mopti et Bandiagara (Mali) ont bénéficié d'un meilleur accès à l'eau.

1'035

femmes à Kati et Kangaba (Mali) ont commencé à cultiver leur propre parcelle en agriculture biologique.

1'280

Au Burkina Faso, 1'280 personnes ont participé à des formations et des échanges sur la santé menstruelle.

623

nouvelles-nées au Sénégal ont été accompagnées par de jeunes parrains et marraines. Aucune des nouvelles-nées n'a été excisée.

156

femmes au Sénégal ont pu augmenter leurs revenus en 2025 grâce au travail dans des microentreprises.

26

femmes ont trouvé un emploi grâce au soutien du foyer pour femmes SEH en Albanie – une étape importante vers une vie autodéterminée.

245

Au total, 245 hommes auteurs de violence ont été conseillés et accompagnés en Bosnie-Herzégovine et en Albanie afin de prévenir de nouvelles violences.

52

filles vulnérables issues de communautés roms ont été accompagnées en 2025 par un programme de mentorat à Tuzla (Bosnie-Herzégovine) et ont terminé l'année scolaire avec succès.

En Albanie, des dispositions légales relatives aux violences numériques ont été élaborées et ont été intégrées dans la loi en janvier 2026 – une étape majeure.

Comité et équipe, commission de projet et comité de soutien

Équipe IAMANEH Suisse

Miriam Glass

Co-directrice, responsable Communication & Fundraising, 70%

Alexandra Nicola

Co-directrice, responsable Programmes internationaux, 70%

Nadja Sprenger-Lerch

Responsable Finances et personnel, 50%

Selina Felber

Responsable de programme Sénégal et Burkina Faso, 70%

Beate Kiefer

Coordinatrice Fundraising institutionnel, 30%

Jessica Meister

Responsable Fundraising institutionnel & réseaux sociaux, 50%

Rebeca Revenga Becedas

Responsable de programme Bosnie-Herzégovine et Albanie, 60%

Jonas Röllin

Responsable projets Europe du Sud-Est / Monitoring & Évaluation, 70%

Anna-Lena Ruff

Assistante Festival et Communication, 20%

Fatoumata Sangaré

Responsable de programme Mali, 100%

Ralph Smyth

Responsable Bureau de Genève, Fundraising institutionnel, 60%

Marilyn Umurungi

Experte Genre, Équité & Transformation, 40%

Coordinatrices pays de projets

Amy Collé Mbaye – Sénégal

Emina Pašić – Bosnie-Herzégovine

Elira Jorgoni – Albanie

Situation: mai 2026

Comité

Sibylle Ganz-Koechlin

Bern, gérante de TripleT Training The Trainers, Présidente, membre du comité depuis 2019

Sine Diagne

Bâle, sociologue du travail et responsable RH du Tribunal administratif fédéral, St. Gall, membre du comité dès mai 2026

Sandra Hürlimann-Bodoky

Zofingen, membre de la direction du groupe Helvetia Assurances AG, trésorière, membre du comité depuis 2020

Eliane Proenca Matti

Genève, conseillère en coopération internationale, membre du comité depuis 2024

Sarah Salzmann

Bâle, avocate chez Emplea AG, membre du comité depuis 2021

Manuela Di Marco

Hirtzfelden, conseillère en Fundraising, membre du comité depuis 2025

Leah Bohle

Bâle, cheffe de projet au Swiss TPH, membre du comité depuis 2025

Démissionnaires en mai 2026 : Maya Natarajan, Gilian Caryl Sivyver

Commission de projet

Serena Owusua Dankwa – Chercheuse en études de genre, chargée de cours en anthropologie sociale, Université de Bâle

Jana Gerold – Experte en santé publique, cheffe de projet au Swiss TPH

Bettina Schucan-Birkhäuser – Sociologue

Clara Thierfelder – Médecin spécialiste en médecine interne générale et infectiologie

Fabienne Thomas – Co-directrice chez aeesuisse

Danièle Schwarz – Médecin spécialiste en gynécologie et obstétrique

Comité de soutien

Christoph Noelpp – Juriste, consul honoraire du Mali, Bâle

Marcel Tanner – Épidémiologiste, Bâle

Hugo Wick – Pédiatre, Bâle

AFRIQUE DE L'OUEST

Mali · Burkina Faso · Sénégal · Togo



IAMANEH Schweiz | Suisse

Gesundheit für Frauen und Kinder
Santé pour femmes et enfants

Mali

Le Mali est confronté depuis plus d'une décennie à une instabilité politique, à une crise sécuritaire persistante dans le nord et le centre et aux conséquences du changement climatique. Le pays possède une riche histoire culturelle et d'importantes ressources naturelles, mais la situation d'une grande partie de la population, et en particulier les femmes et les filles, est marquée par une forte vulnérabilité.

La crise s'est aggravée à plusieurs niveaux en 2025. Des groupes djihadistes ont attaqué systématiquement des convois d'approvisionnement à partir de septembre, paralysé les principales routes de ravitaillement vers Bamako et déclenché ainsi une grave crise du carburant. Sur le plan politique, le gouvernement de transition a poursuivi son cap autoritaire: des partis ont été dissous, des opposants emprisonnés ou contraints à l'exil et un mandat de transition de cinq ans a été fixé. Le Mali a renforcé en 2025 son rôle au sein de la Confédération des États du Sahel (AES) lors d'un sommet ministériel historique avec le Burkina Faso et le Niger.

La situation sécuritaire reste tendue malgré l'intensification des opérations militaires des forces armées maliennes. L'engagement humanitaire est compliqué, l'aide n'atteint que 97 des 159 cercles administratifs, près d'un million d'enfants n'ont pas accès à l'école et 1,2 million de personnes sont touchées par l'insécurité alimentaire.

La situation des femmes et des filles reste marquée par des inégalités structurelles: plus d'une femme sur trois est victime de violences liées au genre, plus de la moitié des filles sont mariées avant l'âge de 18 ans et les mutilations génitales féminines sont répandues dans de nombreuses régions. La crise sécuritaire persistante aggrave encore davantage la situation.

Une avancée significative est cependant à signaler: le nouveau Code pénal, en vigueur depuis décembre 2024, érige pour la première fois explicitement en infraction pénale le harcèlement psychologique et sexuel, les agressions sexuelles et le féminicide, et élargit aussi la définition du viol. Une revendication de longue date de la société civile a ainsi été satisfaite. La mise en œuvre reste toutefois difficile, l'accès aux offres de protection est limité et les coupes dans les aides internationales ont privé d'accès aux programmes de protection des dizaines de milliers de femmes. Les organisations de femmes maliennes poursuivent leur engagement malgré ces obstacles.



Mali – Résilience face au changement climatique et aux violences

Organisation partenaire: Ya-g-tu

700

700 personnes ont bénéficié d'un meilleur accès à l'eau.

À Mopti et Bandiagara, le projet de notre organisation partenaire Ya-g-tu renforce les femmes économiquement, les protège contre les violences et les aide à faire face aux conséquences du changement climatique.

Le renforcement économique a notamment été soutenu par la production de charbon de bois, à laquelle 150 femmes ont participé, ainsi que par la formation de 320 jardinières aux techniques adaptées au climat. Des infrastructures issues de la première année du projet ont amélioré l'accès à l'eau pour environ 700 personnes et soutenu l'activité économique de 170 femmes. 30 femmes formées à cet effet ont construit 236 fourneaux de cuisine plus efficaces.

Les activités de sensibilisation portant sur les violences liées au genre et sur le changement climatique ont touché plus de 10'350 personnes. Quatre centres d'accueil offrent un accompagnement psychosocial aux victimes de violences. 79 cas ont été transférés à des services médicaux et juridiques et 11 victimes ont porté plainte. 19 femmes ont été hébergées temporairement dans un lieu protégé et 12 d'entre elles ont bénéficié d'un soutien pour leur réinsertion économique.

Le projet montre clairement que le renforcement économique et l'agriculture adaptée au climat sont plus efficaces lorsqu'ils sont pensés ensemble.

Coûts du projet: CHF 109'500



Mali – Les communautés s'engagent pour les droits de leurs enfants

Organisation partenaire: APSEF

108

Des femmes ont bénéficié d'un accompagnement au centre de protection "Jigi Tugu".

À Bamako, capitale du Mali, des filles et de jeunes femmes travaillent et sont souvent exploitées comme aides ménagères. Notre organisation partenaire APSEF, dont la phase de projet s'est achevée en décembre 2025, les a protégées sur place et est également intervenue dans la région d'origine de Dioïla, pour éviter que les filles ne se retrouvent dans de telles situations.

Les résultats à Bamako parlent d'eux-mêmes: 84% des aides ménagères accompagnées au cours des trois années de projet connaissent aujourd'hui leurs droits sexuels et savent comment se protéger contre les infections sexuellement transmissibles. Le recours aux services de santé a augmenté de plus de 26%. En 2025, 108 femmes en situation d'urgence, dont de nombreuses victimes de violence, ont bénéficié d'un suivi médical, psychosocial et juridique au centre de protection «Jigi Tugu». Un total de 193 filles et jeunes femmes a profité des offres sur toute la durée du projet.

De nets progrès sont également perceptibles dans les villages d'origine: 30 villages ont pris des mesures contre la migration des filles de moins de 15 ans et contre les mariages précoces. Selon le maire de Benkadi, la migration des filles de moins de 18 ans a fortement diminué. Des comités de protection de l'enfance et un réseau de mères protectrices veillent à ce que ces changements perdurent au-delà de la phase de projet actuelle.

Coûts du projet: CHF 174'900



Mali – Une génération sans mutilations génitales féminines

Organisation partenaire: AJCAD

880'
000+

personnes atteintes par des campagnes médiatiques et numériques.

Il n'existe à ce jour aucune loi interdisant les mutilations génitales féminines (MGF) au Mali, malgré les conséquences dramatiques pour les filles et les femmes. Dans six communes des régions de Ségou et Koutiala, des jeunes donnent un signal fort au sein du projet contre cette violation des droits humains. Ils informent leurs pairs de manière exhaustive sur les contextes, les risques et les conséquences de l'excision, mènent des discussions communautaires et utilisent les réseaux sociaux pour briser les tabous.

466 jeunes ont reçu des informations fiables sur l'excision en 2025 et 40 jeunes membres des clubs de citoyenneté active, créés par l'organisation partenaire AJCAD, ont été formés et ont animé plus de 60 séances d'information. Une campagne médiatique et numérique a touché plus de 880'000 personnes. Des professionnels des médias ont été ciblés avec des informations. 12 débats autour de films ont eu lieu dans les écoles, et des communicateurs traditionnels ont mobilisé environ 200 personnes lors de six réunions de plaidoyer avec des autorités locales et religieuses.

Cette dynamique porte ses fruits, les jeunes parlent aujourd'hui ouvertement d'un sujet longtemps tabou, aussi bien au sein de leurs communautés qu'en ligne.

Coûts du projet*: CHF 99'100



Mali – Religions et droits des femmes

Organisation partenaire: RIPOD

678

personnalités publiques se sont prononcées contre le mariage précoce et les mutilations génitales féminines.

Le projet de notre organisation partenaire RIPOD mobilise 20 villages dans les communes de Pelengana et Barouli, pour promouvoir les droits des femmes en impliquant des responsables religieux et communautaires. Des tables rondes, des activités de sensibilisation via les médias numériques, la radio et des forums, des formations spécialisées et un soutien financier ont touché au total 20'112 personnes en 2025, aussi bien musulmanes que chrétiennes.

678 responsables religieux et communautaires dans 19 des 20 villages du projet ont pris position publiquement contre le mariage précoce et l'excision. L'élaboration et la diffusion d'une fatwa contre les violences liées au genre constituent une étape majeure, en faisant délibérément appel à la religion comme levier de changement social. L'évaluation finale montre que 80% des participant-e-s ont acquis une meilleure compréhension des sujets traités et que 95% des femmes formées n'acceptent plus les violences liées au genre et sont prêtes à signaler les abus.

Coûts du projet*: CHF 78'900



Mali – Services obstétriques respectueux et protection contre la fistule obstétricale

Organisation partenaire:
IAMANEH Mali

1'160

Des femmes ont accouché dans des positions alternatives.

Les fistules obstétricales – des déchirures entre le rectum ou la vessie et le vagin – surviennent souvent lors de complications à l'accouchement. Le risque augmente lorsque les femmes ne reçoivent pas de soins appropriés ou évitent les établissements de santé par crainte d'un mauvais traitement. Un service obstétrique respectueux prend en compte les besoins des parturientes, par exemple en ce qui concerne le choix de la position d'accouchement ou la présence d'une personne de confiance.

Le projet de notre organisation partenaire IAMANEH Mali contribue à sécuriser les accouchements et à réduire la mortalité maternelle dans la région de Ségou et dans une commune de Bamako, avec une meilleure prise en charge médicale, des services obstétriques respectueux et la formation du personnel de santé.

Les progrès réalisés en 2025 sont visibles: 1'160 femmes, soit 12% de tous les accouchements dans les maternités de la zone du projet, ont accouché dans des positions alternatives plutôt qu'en position couchée habituelle, contre 160 l'année précédente. 9'444 femmes ont bénéficié d'au moins une consultation prénatale et 6'838 accouchements ont été accompagnés par une personne de confiance. 94 autorités sanitaires et communales se sont engagées à promouvoir des services obstétriques respectueux et ont élaboré un protocole de coopération. Pour le traitement des fistules, 32 des 35 opérations prévues ont été réalisées, avec un taux de réussite de 91%.

Coûts du projet*: CHF 110'200



Mali – Planning familial et agriculture innovante

Organisation partenaire: Ya-g-tu

897

personnes ont bénéficié de conseils en planning familial.

Ce sont souvent les hommes qui décident si les femmes ont le droit d'utiliser des contraceptifs au Mali. Or le planning familial est étroitement lié aux questions économiques et de santé, car des grossesses trop précoces ou trop rapprochées mettent en danger les mères et les enfants et empêchent les femmes d'accéder à l'éducation et au travail. Le projet de notre organisation partenaire Ya-g-tu implique activement les hommes et renforce l'indépendance économique des femmes, pour leur permettre de décider librement de leur santé.

Plus de 6'800 hommes ont été touchés par des discussions éducatives et des pièces de théâtre en 2025. Un total de 897 personnes a bénéficié de conseils en planning familial et 325 couples ont profité d'un coaching pour les prises de décision communes. Des contraceptifs sont disponibles dans 39 points de vente dans les villages et les centres de santé. 944 femmes ont produit ensemble, dans le cadre du projet, 3,6 tonnes d'ail, augmentant ainsi leurs revenus et leur autonomie au sein de la famille et de la société.

Le projet s'appuie sur deux leviers: des femmes économiquement plus fortes gagnent en marge d'action, et des hommes qui reconnaissent les avantages du planning familial partagent les responsabilités et permettent cette marge d'action. C'est seulement en articulant ces deux éléments qu'un changement durable est rendu possible.

Coûts du projet*: CHF 66'700



Mali – Renforcement des femmes grâce à l'horticulture biologique

1'035

femmes
cultivant leur
propre parcelle
dès la première
année.

Organisation partenaire: GRDR

Les femmes sont particulièrement touchées par l'insécurité alimentaire et le changement climatique au Mali, avec un accès limité à la terre, aux revenus et aux soins de santé. Le projet de notre organisation partenaire GRDR renforce l'autonomie économique des femmes grâce à l'horticulture biologique et, par là même, leur pouvoir d'action au sein de la famille et dans l'accès à la santé.

Dès la première année du projet, 1'035 des 1'200 femmes issues de 20 coopératives cultivaient déjà leur propre parcelle, débouchant sur une augmentation des revenus au sein des coopératives. Cinq systèmes d'irrigation sont en service et gérés par des comités locaux. 735 femmes et 98 hommes ont bénéficié de formations aux techniques agroécologiques. 360 femmes ont été formées à la commercialisation et à la gestion financière et 90% d'entre elles vendent déjà leurs produits.

Le projet lie l'agriculture et la santé: 340 personnes ont été sensibilisées à la santé reproductive. Malgré des retards dus à la situation sécuritaire compliquée, la collaboration avec six centres de santé à Kati et Kangaba a pu être formalisée. L'objectif est d'améliorer l'accès aux soins, notamment au planning familial et au dépistage du cancer du col de l'utérus.

Coûts du projet: CHF 90'300



**arrondi, avec cofinancement de la DDC

Burkina Faso

Le Burkina Faso traverse une profonde crise humanitaire et sécuritaire qui affecte presque tous les domaines de la vie. En 2025 également, l'insécurité, les migrations et l'accès limité aux services de base ont constitué des défis centraux. Les femmes, les jeunes et les enfants sont particulièrement touchés, leur quotidien est marqué par la violence, des conditions de vie précaires et des parcours scolaires interrompus.

Sur le plan politique, le pays est resté en 2025 sous le régime de transition du capitaine Ibrahim Traoré, qui place la sécurité, le contrôle territorial et la souveraineté nationale au centre. Parallèlement, le cadre institutionnel en matière de famille, de genre et de droits a évolué. La nouvelle loi sur la famille, adoptée en septembre 2025, fixe pour les femmes et les hommes un âge minimum du mariage uniforme de 18 ans (17 ans auparavant pour les femmes et 20 ans pour les hommes). Des dérogations judiciaires restent possibles. Les mariages religieux et traditionnels sont juridiquement revalorisés, mais, en revanche, l'homosexualité a été pour la première fois érigée en infraction pénale, passible d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à cinq ans. Ces changements marquent un glissement dans la politique familiale et sociale, qui met de plus en plus sous pression le travail en faveur de l'égalité des genres et des droits humains.

La crise humanitaire a un impact direct sur la santé et l'éducation. Environ 20% des établissements scolaires au Burkina Faso étaient fermés en 2025 en raison de l'insécurité. Les soins de santé restent également fragiles dans plusieurs régions, de nombreux établissements de santé ne fonctionnent qu'en capacité réduite ou pas du tout. Beaucoup de jeunes n'ont qu'un accès limité à des informations et à des services adaptés à leurs besoins dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive.

Cette situation a des conséquences particulièrement graves pour les filles et les jeunes femmes. La santé menstruelle reste un sujet très négligé, bien qu'elle soit étroitement liée à l'éducation, à la santé, à la dignité et à l'égalité des genres. L'absence d'infrastructures sanitaires dans les écoles, l'accès insuffisant à l'eau et le coût élevé des produits menstruels font que de nombreuses filles ne vont pas à l'école pendant leurs règles. À cela s'ajoutent la honte, les tabous et l'absence d'espaces de parole qui empêchent un abordage ouvert de la menstruation comme sujet de santé et d'éducation.

Les violences liées au genre constituent toujours un problème sérieux, aggravé par les migrations, la pauvreté et l'insécurité. Les mécanismes de protection sont lacunaires dans de nombreux endroits. Malgré ce contexte difficile, des initiatives locales existantes montrent que le changement est possible, en particulier là où les jeunes, les écoles, les services de santé et les autorités locales collaborent pour la prévention et la protection.



Burkina Faso – Éducation sexuelle pour les jeunes

8'374

jeunes ont participé à des discussions sur des sujets tabous.

Organisation partenaire: PADESEC

Lors de la dernière année du projet également, notre organisation partenaire PADESEC à Kaya a permis à de nombreux jeunes d'accéder à des informations fiables sur la sexualité, la santé et la vie familiale. Dans 16 écoles et centres de formation, des jeunes formés ont animé 1'264 séances de discussion et ont ainsi touché 8'374 pairs. Cela a permis d'aborder des thèmes sur lesquels on garde souvent le silence par honte ou par manque d'assurance. Parallèlement, 1'267 parents ont participé à des réunions de dialogue qui ont renforcé les échanges au sein des familles et contribué à briser les tabous autour de la sexualité et de la santé reproductive. Au centre de jeunesse de PADESEC, 94 élèves ont également bénéficié d'un soutien scolaire et donc d'un lieu sûr pour apprendre et se développer tant sur le plan scolaire que personnel. Près d'un tiers des jeunes touchés déclarent prendre aujourd'hui des décisions plus saines et plus responsables dans leur vie sexuelle. Le projet a non seulement informé les jeunes, mais les a aussi renforcés pour leur permettre de gérer de façon plus autodéterminée les questions liées à la santé, au corps et aux relations.

Coûts du projet*: CHF 88'400.–

Burkina Faso – Parler de la menstruation sans honte ni préjugés

1'280

personnes formées sur la santé menstruelle.

Organisations partenaires: OJUSEG, PADESEC, RHOBERIS

La santé menstruelle reste un grand défi pour de nombreuses filles et femmes au Burkina Faso. Dans la nouvelle phase du projet, nos organisations partenaires OJUSEG et PADESEC développent ce travail de concert avec RHOBERIS. Au premier semestre de 2025, 1'280 personnes ont participé à des formations, des échanges et des activités de sensibilisation, dont 630 élèves, 329 parents ainsi que 58 représentants d'écoles, de services de santé, de services humanitaires et d'organisations locales. L'implication de ces acteurs contribue à ancrer davantage le sujet de la santé menstruelle à l'échelle locale. Nouvellement, le projet accompagne également 16 femmes dans la fabrication de produits menstruels réutilisables. Elles disposent aujourd'hui des connaissances nécessaires pour organiser une production économiquement viable et assurer ainsi leurs propres revenus. Parallèlement, l'accès à des serviettes menstruelles abordables s'améliore, ce qui augmente les chances pour les filles de se rendre à l'école même pendant leurs règles.

Coûts du projet*: CHF 58'500.–



*arrondi, avec cofinancement de la DDC

Sénégal

Le Sénégal se distingue par sa diversité culturelle et ethnique ainsi que par un développement institutionnel relativement stable par rapport aux autres pays de la région. Avec l'élection de Bassirou Diomaye Faye à la présidence en mars 2024 et la nette victoire de son parti populiste de gauche PASTEF aux législatives de novembre de la même année, le pays traverse une phase de rupture politique. Faye s'est présenté comme candidat anticorruption avec la promesse de réformer en profondeur les institutions étatiques – mais les attentes se heurtent à un quotidien toujours marqué par les inégalités sociales, la précarité et un accès limité aux services publics.

La population du Sénégal est très jeune. L'absence de perspectives de formation et de revenus met en particulier la jeunesse sous pression. Cette situation a un impact direct sur des domaines tels que la migration, la fondation précoce d'une famille, la dépendance économique et l'accès limité aux offres de santé. Le renforcement économique est primordial pour les femmes avant tout, car l'insécurité dans ce domaine limite considérablement leurs marges d'action au sein de la famille et dans la société.

L'accès aux services de santé sexuelle et reproductive reste inégalement réparti. Les offres adaptées aux jeunes, confidentielles et accessibles sans obstacles sont insuffisantes dans de nombreux endroits. Les tabous sociaux autour de la sexualité, de la menstruation, de la violence et des droits reproductifs rendent difficiles les décisions éclairées, en particulier pour les jeunes et pour les femmes et les filles en situation précaire.

Parallèlement, le vent contraire à l'égard des changements favorables à l'égalité des genres se renforce. Les débats sur le rôle des genres, la sexualité et les droits reproductifs sont de plus en plus polarisés. Cela est devenu particulièrement visible en juillet 2025, lorsqu'un événement prévu à Dakar pour échanger sur la diversité et les droits sexuels a été annulé après un avertissement des autorités sénégalaises. Cette évolution montre à quel point il existe peu d'espaces sûrs pour des discussions sur des sujets sensibles. Cela renvoie à un rejet conservateur plus large, dans lequel les préoccupations relatives à l'égalité des genres, à l'autodétermination corporelle et aux droits sexuels sont rapidement présentées comme une attaque contre les valeurs sociétales ou religieuses.

Les violences liées au genre constituent toujours un grave problème. Cela inclut les violences domestiques et sexuelles ainsi que les mutilations génitales féminines, qui restent répandues notamment dans le sud et le sud-est du pays. De nombreux cas ne sont pas signalés, que ce soit par crainte de la stigmatisation, en raison de la dépendance économique ou par manque de confiance dans les systèmes de protection et de justice. Des structures de référence efficaces, qui permettraient aux femmes concernées de bénéficier d'un soutien adéquat après un acte de violence, sont lacunaires dans de nombreux endroits. L'aide juridique et psychosociale est également souvent limitée ou difficile à atteindre pour les victimes. Pour ces différentes raisons, les points d'accueil locaux, les mécanismes de protection communautaires et des perspectives économiques pour les femmes revêtent une grande importance



Sénégal – Grandir sans peur de l’excision

Organisation partenaire: Eusobul

623

nouvelles-nées parrainées, aucune excisée.

Notre organisation partenaire Eusobul s’engage pour permettre aux enfants et aux jeunes de la région Blouf, dans le sud du Sénégal, de grandir en sécurité et à l’abri de la violence. La lutte contre les mutilations génitales féminines et la promotion d’une éducation sans violence se trouvent au cœur de l’action.

Le parrainage des nourrissons, qui fonctionne comme un mécanisme de protection communautaire, est une composante importante de ce projet: des jeunes accompagnent les nouvelles-nées dans leurs premières années de vie, aident à la prise de rendez-vous médicaux et contribuent à prévenir les excisions. Des jeunes ont ainsi suivi 623 nouvelles-nées en 2025. Les exciseuses ont confirmé ne plus exciser aucune fille dans les 21 villages de la région. 94% des membres de la communauté acceptent que les filles non excisées participent au rituel d’initiation Gassousse, ce qui n’était pas autorisé auparavant.

Les changements se manifestent aussi au quotidien, 93% des jeunes impliqués dans le projet déclarent être largement protégés de la violence physique et verbale au sein de leur communauté. 1’146 participant-e-s se sont réunis lors de dialogues intergénérationnels. Les jeunes se sentent davantage écoutés et assument un rôle plus actif dans leurs communautés.

Coûts du projet: *: CHF 172’000.–



Sénégal – Réduire les grossesses précoces

Organisation partenaire: AcDev

2025

production de serviettes menstruelles réutilisables certifiée.

Le projet conduit en partenariat avec AcDev, qui renforçait la santé sexuelle et reproductive des jeunes dans les banlieues de Dakar et améliorait leur accès à l’information, aux conseils et aux offres adaptées, s’est conclu fin 2024 après dix ans de collaboration. Lors d’un prolongement accordé pour assurer un ancrage durable, les progrès réalisés ont pu être consolidés en 2025. 30 jeunes ont approfondi leurs connaissances en matière de santé sexuelle et reproductive, 30 autres ont été préparés à coanimer et à diriger des centres de jeunesse. Le centre pour jeunes de Pikine a été rénové et réaménagé. La fabrication de serviettes menstruelles réutilisables a été développée. La production a été certifiée en 2025, ce qui permet la vente en plus grandes quantités et renforce l’autofinancement du centre. Ainsi, le projet continue de produire ses effets au-delà de sa fin officielle et crée des perspectives durables pour les jeunes.

Coûts du projet: *: CHF 32’800.–



Sénégal – Renforcement économique et protection contre les violences

Organisation partenaire: Intermondex

156

femmes steigerten ihr Einkommen durch Kleinstunternehmungen.

La pauvreté, le chômage et les violences liées au genre marquent le quotidien de nombreuses femmes à Malika, une banlieue de Dakar. Le projet de notre organisation partenaire Intermondex y intervient: il renforce l'autonomie économique des femmes, favorise leur confiance en elles et leur capacité de décision et améliore leur accès aux soins de santé.

La «Maison de la femme» centralise les actions. Elle sert de lieu d'activités économiques et d'accueil pour les femmes et les filles ayant subi des violences. Des progrès importants ont été notés dès la première année du projet: 35 femmes sont aujourd'hui en mesure de gérer des micro-entreprises, et 78% des 200 femmes actives dans ces entreprises ont pu augmenter leurs revenus. Le point d'accueil pour les femmes et filles victimes de violences, intégré dans le centre, est aussi nettement plus fréquenté qu'avant le début du projet. 67 femmes et filles ont bénéficié de conseils, d'un soutien et, si nécessaire, d'une orientation vers d'autres offres adaptées. 27 femmes ayant fait face à des violences sont désormais intégrées dans des micro-entreprises et voient ainsi leur autonomie renforcée.

Coûts du projet*: CHF 100'600.–



Sénégal – Des jeunes femmes contre la stigmatisation et la violence dans le sport

Organisation partenaire: Intermondex

15

jeunes sportives formées à la gestion de la violence dans le sport.

Le projet a démarré en 2025 avec une phase pilote et a accompagné un groupe de 15 jeunes femmes actives dans des sports à prédominance masculine, tels que le football et le basket. Dans ce milieu, des normes de genre rigides et la pression sociale marquent souvent le quotidien. Les sportives font face à la violence, à l'exclusion et à la stigmatisation. Le projet y remédie en renforçant la santé physique et psychique de ces filles. Les participantes ont la possibilité de développer leur confiance en elles, d'aborder des expériences difficiles et d'élaborer des stratégies face à la violence, à la discrimination et à la pression psychologique. Parallèlement, le projet favorise le leadership, le soutien mutuel et la cohésion entre les jeunes femmes. Un réseau s'est ainsi constitué, qui les renforce dans leur capacité à suivre leur propre chemin de façon plus saine, plus confiante et avec plus de soutien.

Coûts du projet*: CHF 38'600.–



Knowledge Hub – un espace d'apprentissage commun et de nouvelles approches

13

organisations partenaires de quatre pays réunies au "Knowledge Camp".

Dans le cadre du «Knowledge Hub», IAMANEH renforce l'échange et l'apprentissage commun des organisations partenaires en Afrique de l'Ouest, de sorte que des approches de projet innovantes puissent voir le jour. Lors d'un «Knowledge Camp», les 13 organisations partenaires de quatre pays se sont réunies pour échanger sur les liens entre la crise climatique, les violences liées au genre et la santé sexuelle, ainsi que sur la mobilisation de ressources locales.

Trois organisations partenaires au Burkina Faso ont renforcé leurs compétences en fundraising dans le cadre du projet. Un workshop sur la sécurité en ligne a sensibilisé 130 jeunes à la violence numérique et a contribué à la création d'un réseau de jeunes transnational entre le Sénégal, le Togo, le Mali et le Burkina Faso. Une autre séance d'échange a réuni 34 responsables religieux de quatre pays et des membres de nos organisations partenaires pour discuter des questions de genre et mettre en lumière les obstacles à une plus grande égalité.

Coûts du projet*: CHF 72'400.–

**arrondi, avec cofinancement de la DDC*

***soutenu par le Fonds de soutien Migros*

Togo

Le gouvernement togolais a réaffirmé en 2025 son engagement en faveur de l'égalité des genres, un objectif auquel le pays accorde une attention croissante depuis quelques années et pour lequel il est reconnu sur la scène internationale. Selon un rapport de la Banque mondiale, le Togo occupe la deuxième place parmi les pays africains en ce qui concerne l'égalité salariale, l'égalité dans le mariage, les droits patrimoniaux et les retraites. Le rapport précédent avait déjà reconnu le système juridique togolais comme le plus progressiste d'Afrique de l'Ouest en termes de participation sociale équitable des femmes.

La manière dont cet engagement se traduit concrètement est illustrée, par exemple, par le programme national de leadership politique des femmes: dans la perspective des élections communales de juillet 2025, le gouvernement a réduit les frais pour les candidates de 75% afin de renforcer leur participation politique. Pourtant, les femmes n'ont remporté que 216 des 1'527 sièges communaux, une proportion de seulement 14%, soit quatre points de moins que leur représentation au Parlement national (18%).

Outre la participation politique, le Togo investit dans la formation académique des filles. Le Programme d'excellence académique et d'employabilité de la fille, planifié sur cinq ans, vise à conduire davantage de jeunes femmes vers un diplôme supérieur et des emplois qualifiés. Le besoin est grand: seule environ une jeune femme sur neuf fréquentait un institut d'enseignement supérieur en 2020, contre presque un jeune homme sur cinq. Les femmes togolaises ont toujours un accès limité à l'éducation, aux technologies numériques, aux services financiers et à l'emploi formel par rapport aux hommes.

Les femmes occupant des positions notables au Togo constituent pourtant une longue tradition. Les Nana Benz sont bien connues. Il s'agit de femmes d'affaires économiquement influentes qui, à partir des années 1950, ont fait de la capitale Lomé le centre du commerce textile en Afrique de l'Ouest et ont ainsi formé l'épine dorsale économique du pays. Elles sont souvent désignées comme les premières millionnaires du continent africain. Mais même si le commerce sur les marchés du Togo se trouve fermement entre les mains des femmes, les Nana Benz restent des exceptions, l'élite du pays est toujours majoritairement masculine.

Malgré un cadre juridique progressiste, la mise en œuvre concrète reste un défi. Les chiffres sur la violence montrent à quel point le quotidien des femmes est concerné dans ce domaine: bien que les violences domestiques soient punies depuis 2022, seulement 7% des victimes sollicitent un soutien juridique. Plus de la moitié des femmes togolaises (52%) ont vécu des expériences de violence domestique, incluant des violences physiques, sexuelles et psychologiques. 32% font état de violences physiques ou sexuelles et 22% de viol conjugal.

Parallèlement, les investissements dans le domaine de la santé reproductive pour l'année 2025 montrent que le gouvernement reconnaît la santé comme un fondement important du développement. L'accès universel aux services de santé et les améliorations en matière de santé maternelle et néonatale constituent toujours un point d'attention central.



Organisation partenaire: AFAD

Première
maison de
naissance
inaugurée
selon le
nouveau plan
de construction
étatique.

Une étape importante a été franchie dans le travail en faveur de services obstétriques respectueux en 2025: à Davié, à 20 km au nord de Lomé, la première maternité érigée selon un nouveau plan de construction assurant des conditions d'accouchement sûres et respectueuses a ouvert ses portes. Les quelque 1'200 femmes enceintes de la zone d'impact peuvent désormais accoucher en accord avec leurs besoins physiques et émotionnels. La nouvelle construction propose deux grandes salles qui garantissent l'intimité même lors d'accouchements simultanés, permettent la liberté de mouvement pendant l'accouchement et autorisent la présence d'une personne accompagnante. Les deux salles ont été équipées avec des matériaux produits localement et le personnel a été formé à des procédés obstétriques respectueux.

Le plan de construction est le fruit d'un travail de longue haleine de notre organisation partenaire AFAD, qui l'a élaboré et s'est engagée sur des années pour son adoption par l'État comme norme pour les nouvelles constructions de maternités. L'établissement de Davié est la première preuve tangible que cet engagement porte ses fruits.

Coûts du projet*: CHF 153'600.–



*arrondi, avec cofinancement avec la DDC

Europe du Sud-Est

Albanie · Bosnie-Herzégovine



IAMANEH Schweiz | Suisse

Gesundheit für Frauen und Kinder
Santé pour femmes et enfants

Albanie

L'Albanie est un petit pays du sud-est de l'Europe, qui compte environ 2,4 millions d'habitants. L'économie a connu une croissance stable en 2025, notamment grâce au tourisme, au secteur de la construction et à la hausse de la demande intérieure. Le pays aspire sur le plan politique à une adhésion à l'Union européenne, un processus qui exige des réformes approfondies dans des domaines tels que la justice, l'administration et les droits humains. Le Parti socialiste au pouvoir sous le Premier ministre Edi Rama a nettement remporté la victoire lors des élections législatives de mai 2025. Cependant, à peine la moitié des électrices et électeurs bénéficiant du droit de vote s'est rendue aux urnes, ce qui reflète la méfiance généralisée à l'égard de l'élite politique. La corruption, notamment au sein de la justice, reste un problème sérieux.

La population diminue depuis des années, car nombreux sont ceux qui quittent le pays, surtout les jeunes et les personnes bien formées. La pauvreté et l'exclusion sociale sont nettement plus répandues que la moyenne européenne. Les familles avec enfants, les personnes âgées ainsi que les communautés roms et égyptiennes des Balkans sont particulièrement touchées, ces dernières souffrant d'une discrimination généralisée, notamment dans l'accès à l'éducation, aux soins de santé, au logement et à la justice. L'État investit peu dans les prestations de protection sociale (aide sociale, retraites ou soutien aux familles défavorisées) par rapport à la moyenne européenne et même les offres d'aide existantes n'atteignent qu'une partie des personnes dans le besoin.

La violence contre les femmes et les filles constitue un grave problème social en Albanie. En moyenne, plus de 14 femmes et filles cherchent chaque jour de l'aide en raison de violences domestiques. Les victimes ont demandé une ordonnance de protection judiciaire dans plus de 2'800 cas. Huit personnes sont décédées en 2025 des suites de violences au sein de la propre famille. Il n'existe dans le pays que peu de foyers pour femmes, qui sont en outre pour la plupart gérés par des organisations non gouvernementales et ne reçoivent pratiquement pas de soutien étatique. L'UE exige que de tels refuges ne soient plus considérés comme des solutions provisoires, mais comme des services publics fondamentaux et financés durablement par l'État.

L'année 2025 a été marquée par d'importantes réformes législatives. Une nouvelle loi sur l'égalité renforce la protection contre la discrimination et responsabilise davantage les institutions étatiques. Elle a cependant déclenché un vif débat public, des groupes attachés à une vision conservatrice de la famille la percevant comme une menace pour la répartition traditionnelle des rôles.

Une loi contre la violence à l'égard des femmes et des filles a en outre été adoptée en janvier 2026, qui contient pour la première fois un chapitre propre sur la violence numérique, notamment le cyberharcèlement, le harcèlement en ligne ou la diffusion non autorisée d'images intimes. Les dispositions relatives à la violence numérique ont été élaborées de manière essentielle par l'organisation partenaire de IAMANEH CLWG (désormais: SICA). Le Code pénal a également subi des réformes: les violences sexuelles devront à l'avenir être définies sur la base de l'absence de consentement, et des programmes de réhabilitation obligatoires sont prévus pour les auteurs de violences domestiques. La Commission européenne reconnaît ces progrès, mais critique la mise en œuvre insuffisante des lois existantes. Le budget de l'État pour 2026 prévoit pour la première fois des fonds plus importants pour les offres de protection aux femmes victimes de violences.



Albanie – Protection dans un foyer pour femmes

Organisation partenaire: SEH (Shelter Edlira Haxhiymeri), Tirana

26

femmes ayant trouvé un emploi grâce au foyer SEH.

En 2025, 48 femmes et filles ainsi que 44 enfants ont bénéficié d'une protection contre les violences domestiques et liées au genre auprès du foyer pour femmes Shelter Edlira Haxhiymeri (SEH) à Tirana. Outre un hébergement sûr, les personnes concernées ont bénéficié d'un conseil psychosocial, d'un soutien juridique et d'une formation professionnelle. À noter spécialement que 26 femmes ont trouvé un emploi et ont pu faire leurs premiers pas vers une vie autonome. Une résidente du foyer a raconté avoir éprouvé pour la première fois depuis des années un sentiment de sécurité et de tranquillité. Trois académies pour jeunes ont en outre été mises en place, auprès desquelles 62 jeunes adultes ont été formés en tant que pairs-éducateurs ou éducatrices pour la prévention des violences et pour l'égalité, et ont organisé de manière autonome des actions de sensibilisation au sein de leurs communautés. Le défi central reste le manque de logements abordables et d'emplois stables après un séjour au foyer, ce qui rend difficile la réinsertion durable des personnes concernées.

Coûts du projet*: CHF 97'000.–



Albanie – Conseils aux hommes auteurs de violence

Organisation partenaire: CLMB (Counselling Line for Men and Boys, new: SICA)

132

hommes violents accompagnés lors de plus de 2'100 séances.

Le centre de conseil CLMB (Counselling Line for Men and Boys) à Tirana a accompagné en 2025 un total de 132 hommes violents lors de plus de 2'100 séances de conseil. Le CLMB, qui s'adresse aux auteurs de violences domestiques et sexuelles, a pour objectif des changements de comportement durables chez les auteurs et la prévention d'autres actes de violence. De plus en plus d'hommes s'inscrivent aussi spontanément au programme, ce qui indique une volonté croissante de chercher une aide professionnelle. Parallèlement, le CLMB a animé 60 workshops sur l'approche transformative des genres dans des écoles, au cours desquels environ 1'400 jeunes se sont penchés sur les rôles de genre et la masculinité positive. L'enregistrement formel du Réseau albanais pour le travail avec les auteurs (AN WWP) a constitué une étape importante dans ce domaine. Ce réseau vise à renforcer l'assurance qualité et la coordination du travail auprès des auteurs de violences à l'échelle nationale. La santé mentale et les problèmes de dépendance chez les participants ont représenté un défi particulier. Il n'existe en Albanie qu'un seul centre de consultation pour l'abordage de l'alcoolisme, de la toxicomanie et de la dépendance au jeu.

Coûts du projet*: CHF 117'200.–



Albanie – Sécurité pour les femmes et les filles dans l'espace numérique

Organisation partenaire: CLWG / SICA

Jan. 2026

Dispositions légales sur la violence numérique entrées en vigueur.

Le projet de trois ans de notre organisation partenaire CLWG (désormais: SICA) contre la violence numérique a été mené à bien en 2025. Les dispositions relatives à la violence numérique élaborées durant la période ont constitué le plus grand succès du projet. Des définitions claires du cyberharcèlement, du harcèlement en ligne et de la diffusion non autorisée d'images intimes ont notamment été intégrées en janvier 2026 dans la loi modifiée contre les violences faites aux femmes. La violence numérique est ainsi reconnue pour la première fois légalement comme une forme de violence à part entière. Sur toute la durée du projet, plus de 1'300 femmes ont bénéficié de conseils psychosociaux en ligne, 577 victimes ont profité d'une assistance juridique et 855 femmes ont participé à des programmes de mentorat pour la sécurité numérique. Des membres de la police et des juges ont également été formés à la gestion de la violence numérique et à la collecte de preuves dans ce domaine. Parmi les défis à relever, on note la faible familiarité de nombreuses institutions avec la violence numérique, ainsi que la polarisation croissante dans le débat public sur l'égalité des genres, qui a rendu plus difficile le travail de plaidoyer malgré les changements législatifs obtenus.

Coûts du projet*: CHF 106'100.–



Albanie – Accès à la justice et protection pour les femmes des communautés marginalisées

Organisation partenaire: Roma Women Rights Centre (RWRC)

15

Des femmes roms et égyptiennes ont cherché une aide juridique pour la première fois.

Le projet du Roma Women Rights Centre (RWRC), lancé en juillet 2025 et conduit à Tirana et Shkodra, renforce l'accès des femmes des communautés roms et égyptiennes des Balkans à la justice, au soutien psychosocial et aux services de protection. Ces minorités sont structurellement très défavorisées en Albanie. Lors de premières séances de sensibilisation, 15 femmes se sont penchées sur leurs droits, les formes de violences liées au genre et les offres d'aide disponibles. Plusieurs participantes ont ensuite signalé pour la première fois des expériences de violence et cherché activement une aide juridique, signe d'une confiance croissante dans les institutions. Onze femmes ont été soutenues dans l'accès aux prestations sociales, aux demandes de logement et à l'inscription scolaire de leurs enfants. Les plus grands défis restent l'absence de documents d'identité, la dépendance économique envers des partenaires violents ainsi que la profonde méfiance envers les institutions étatiques.

Coûts du projet*: CHF 30'500.–



Albanie – Prévention des violences auprès des hommes et des adolescents dans le nord de l’Albanie

78

hommes violents accompagnés lors de plus de 500 séances individuelles.

Organisation partenaire: Woman to Woman (WtW) / ZDB

Le centre ZDB (Bureau pour adolescents et hommes) à Shkodra est géré par l’organisation partenaire Woman to Woman (WtW) et combine trois leviers: réhabilitation des auteurs, approche transformative des genres auprès jeunes et renforcement de la collaboration institutionnelle dans le nord de l’Albanie. ZDB a accompagné un total de 78 auteurs de violence lors de plus de 500 séances individuelles en 2025. À noter une nouveauté dans cette phase du projet, avec un travail d’orientation effectué auprès de jeunes redirigés par la police, les écoles ou des services de protection de l’enfance. La violence numérique est un problème frappant, de nombreux jeunes exercent eux-mêmes de telles formes de violence sans percevoir que leur comportement est problématique.

Le principal défi se situe au niveau des tribunaux, qui orientent rarement les auteurs de violence vers des programmes de réhabilitation malgré l’obligation légale. De plus, les difficultés économiques, la migration saisonnière pour le travail et l’absence de mécanismes de suivi ont conduit à des abandons du programme chez certains participants.

Coûts du projet: CHF 100'100.–



**arrondi, avec cofinancement de la DDC*

Bosnie-Herzégovine

La situation politique en Bosnie-Herzégovine (BiH) a été particulièrement instable en 2025. Le pays est divisé depuis 1995 en trois entités: la Fédération de Bosnie-Herzégovine, la République serbe de Bosnie et le district de Brčko. La condamnation pénale et la destitution du président de la République serbe de Bosnie ont accentué la polarisation sociétale déjà profonde. En février 2025, la République serbe de Bosnie a adopté une loi classifiant les organisations de la société civile comme «agents étrangers». La Cour constitutionnelle l'a certes annulée en mai 2025, mais l'effet d'intimidation était déjà perceptible, surtout pour les organisations engagées pour les droits des femmes et l'égalité. Les militantes dans le domaine de la prévention du féminicide et des violences domestiques ont été exposées à des menaces et à des campagnes de diffamation ciblées.

De plus, le retrait quasi total de l'aide au développement américaine dans le domaine de l'égalité des genres a ébranlé le secteur de la société civile en BiH et dans toute la région. De nombreuses organisations se sont soudainement retrouvées confrontées à des réductions de personnel, des interruptions de programmes et la disparition de services dont dépendaient des femmes vulnérables. Les bailleurs de fonds européens, comme les organisations de la coopération suisse au développement, se sont trouvés sous pression pour combler ce vide.

Les violences liées au genre constituent toujours un grave problème social. Une étude menée pour la première fois par l'UNFPA et ONU Femmes a révélé qu'une femme sur deux en BiH a vécu au moins une forme de violence depuis l'âge de 15 ans. La Fédération de Bosnie-Herzégovine a adopté en mars 2025 une nouvelle loi sur la protection contre les violences domestiques et a adapté son code pénal en juillet 2025, mais des réformes correspondantes dans la République serbe de Bosnie font toujours défaut. Des cas de féminicide ont secoué l'opinion publique et mis en lumière des failles systémiques: dans de nombreuses situations les autorités étaient informées du danger, mais n'ont pas agi de manière adéquate.

Les femmes sont toujours fortement sous-représentées en politique. La loi prescrit certes qu'au moins 40% des candidatures soient féminines, mais cela ne se traduit pratiquement pas en mandats élus. Lors des élections communales de 2024, près de 42% des candidat-e-s étaient des femmes, mais seulement environ 23% ont été élues. La perspective d'adhésion à l'UE offre un cadre de réforme important: après l'ouverture formelle des négociations en 2024, la BiH a soumis son agenda de réformes en septembre 2025. La mise en œuvre est liée à des fonds, qui présentent des exigences concrètes en matière de législation sur l'égalité et la protection contre les violences liées au genre.



Bosnie-Herzégovine – Renforcer les filles, assurer leur protection

Organisation partenaire: Zemlja Djece, Tuzla

52

Filles roms en danger ayant terminé l'année scolaire avec succès.

Zemlja Djece accompagne des filles marginalisées à Tuzla, notamment en provenance de communautés roms, à un moment critique de transition, lors du passage de l'école vers une formation ou vers l'entrée dans la vie professionnelle. Le projet intervient avec un mentorat individuel, un suivi familial et un travail de protection là où la pauvreté et les modèles de rôles traditionnels augmentent les risques de mariage précoce, d'exploitation et de violence. 52 filles ont été accompagnées en 2025 et toutes ont terminé l'année scolaire avec succès.

Le projet forme également des jeunes en tant que pairs-éducateurs ou éducatrices. Lors de workshops conduits dans les écoles, ils abordent avec leurs pairs les rôles de genre, la violence numérique et les relations saines, et invitent les participant-e-s à réfléchir sur leurs propres attitudes et comportements. Une grave inondation au centre de jeunesse a considérablement entravé son fonctionnement pendant un temps, mais grâce à une capacité d'improvisation et à un travail intensifié, l'accompagnement a néanmoins pu être maintenu.

Coûts du projet: CHF 108'100.–



Bosnie-Herzégovine – Travail avec les auteurs de violences et prévention dans le nord de la Bosnie

Organisation partenaire: Men's centre Modriča

35

hommes ayant terminé la thérapie ; le suivi confirme des changements de comportement.

Le centre pour hommes de Modriča met en pratique une approche rare dans la région: il travaille directement avec les auteurs de violences domestiques et sexuelles, non pas pour les punir, mais comme opportunité de changement de comportement. Lors de thérapies individuelles et de groupe, les hommes apprennent à reconnaître et à briser leurs propres schémas de violence. 35 hommes ont conclu la thérapie en 2025 et 55 autres ont participé à des offres de groupe ouvertes. La collaboration du centre pour hommes avec le foyer local pour femmes est efficace: des visites de suivi auprès des familles concernées permettent de vérifier si les changements de comportement atteints en thérapie perdurent dans le quotidien.

Parallèlement, le centre s'adresse aux jeunes et aux communautés au moyen d'activités de prévention. Le travail avec les hommes présentant des schémas d'anxiété et d'agressivité attribuables à l'instabilité politique et économique du pays constitue un défi important.

Coûts du projet*: CHF 108'100.–

Bosnie-Herzégovine – Autonomisation économique des femmes victimes de violence

Organisation partenaire: Budućnost

33

femmes ayant
terminé la
Business
Academy.

Pour les femmes qui ont subi des violences, l'indépendance économique est souvent l'étape décisive pour sortir d'une situation dangereuse. Après une première phase de projet très réussie, Budućnost poursuit son travail dans sept communes du nord de la Bosnie. Les femmes victimes de violence sont accompagnées juridiquement et psychologiquement, et sont préparées à une vie indépendante. La «Business Academy» constitue le cœur du projet. Il s'agit d'un programme sur la gestion d'entreprise, les compétences numériques et la sécurité en ligne, que 33 femmes ont conclu en 2025. Les conseils psychologiques en sont le fondement, car de nombreuses participantes portent de profonds traumatismes et c'est uniquement dans un cadre protégé qu'elles commencent à se percevoir comme capables d'agir. Les coopérations avec les services sociaux et les employeurs veillent à ce que les effets perdurent au-delà du projet.

Coûts du projet: CHF 62'400.– (dès juillet 2025)



Bosnie-Herzégovine – Les femmes en politique

Organisations partenaires: CURE
Foundation et Budućnost

+13

Plus de femmes
dans les
conseils
communaux,
de 32 à 45
élues.

Les femmes actives en politique en Bosnie-Herzégovine luttent non seulement contre des barrières structurelles, mais souvent aussi contre la méfiance de leur propre parti. Le projet d'un an «Women in Politics» de la CURE Foundation et de Budućnost, achevé début 2025, y a répondu concrètement. Il a préparé des candidates de manière ciblée aux élections communales de 2024, avec un mentorat, des formations pratiques et un réseau transcendant les frontières de partis et d'entités. L'impact est perceptible, le nombre de femmes élues est passé de 32 à 45 dans les sept communes cibles. La proportion de femmes a doublé et même quadruplé à Doboï et Gračanica. Des épisodes de podcast avec des histoires de femmes politiquement actives ont créé des ressources qui présentent un impact au-delà de la fin du projet. Le défi central reste les cultures de parti et les restrictions sociétales, qui ne peuvent pas être surmontées par de courtes interventions limitées dans le temps. Nouvelle réjouissante, le projet peut se poursuivre sur trois années supplémentaires grâce à un nouveau partenariat avec un bailleur de fonds à partir d'avril 2026.

Coûts du projet*: CHF 11'700.–



*arrondi, avec cofinancement de la DDC

FINANCES

La reddition des comptes de IAMANEH Suisse est établie conformément aux recommandations relatives à la présentation des comptes pour les organisations d'utilité publique SWISS GAAP RPC 21.

La présente version est un résumé des comptes annuels 2025 détaillés de IAMANEH Suisse, qui peuvent être obtenus auprès du secrétariat ou téléchargés depuis notre site Web www.iamaneh.ch. Ce résumé fournit des informations différenciées sur les mouvements financiers de l'association. Les charges liées au personnel ont été attribuées aux prestations correspondantes, ce qui reflète les coûts réels de ces prestations.

IAMANEH Suisse a consacré en 2025 un montant total de CHF 2'409'883 à des projets en faveur des femmes et des enfants. Les recettes de dons liés à des projets spécifiques s'élèvent à CHF 2'287'501.

L'année a été financièrement difficile, avec une diminution tant pour les recettes affectées que pour les fonds libres encaissés. Nous clôturons l'exercice avec un résultat d'exploitation négatif. Le capital de fonds affectés enregistre une diminution de CHF 104'850, pour s'établir à CHF 633'301 au total. Les comptes annuels se soldent, après modification du capital de fonds, par une perte de CHF 5'059.

IAMANEH Suisse dispose cependant toujours d'une base financière solide. Le capital de l'organisation, conjointement avec le capital de fonds, couvre bien 6 mois des charges totales et satisfait ainsi à la norme ZEWO 11. Le capital de l'organisation s'établit désormais à CHF 1'030'337 et couvre 56% du total du bilan.

Nous remercions à ce point toutes et tous nos partenaires, mécènes, donateurs et donatrices pour leur confiance. Conjugué aux contributions de fondations, de cantons, de communes, d'Églises, de la Chaîne du Bonheur et d'un important apport aux programmes de la part de la Direction du développement et de la coopération (DDC), ce soutien fidèle nous permet de continuer à développer et à renforcer nos projets et partenariats. Nous en sommes profondément reconnaissants.

L'organe de révision Copartner Revision AG a vérifié les comptes annuels 2025. L'assemblée générale a approuvé les comptes annuels 2025, conformément au rapport de révision du 13 mars 2026.



Rapport de l'organe de révision sur le contrôle restreint à l'attention de l'assemblée des membres de l'association IAMANEH Suisse, à Bâle

En notre qualité d'organe de révision, nous avons contrôlé les comptes annuels (bilan, compte d'exploitation, tableau de flux de trésorerie, le tableau de variation du capital et annexe) de l'association IAMANEH Suisse pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2025. Selon la Swiss GAAP RPC 21, les indications du rapport de performance ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle ordinaire de l'organe de révision.

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels conformément à la Swiss GAAP RPC, aux exigences légales et aux statuts incombe au comité alors que notre mission consiste à contrôler ces comptes. Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément et d'indépendance.

Notre contrôle a été effectué selon la Norme suisse relative au contrôle restreint. Cette norme requiert de planifier et de réaliser le contrôle de manière telle que des anomalies significatives dans les comptes annuels puissent être constatées. Un contrôle restreint englobe principalement des auditions, des opérations de contrôle analytiques ainsi que des vérifications détaillées appropriées des documents disponibles dans l'entreprise contrôlée. En revanche, des vérifications des flux d'exploitation et du système de contrôle interne ainsi que des auditions et d'autres opérations de contrôle destinées à détecter des fraudes ne font pas partie de ce contrôle.

Lors de notre contrôle, nous n'avons pas rencontré d'élément nous permettant de conclure que les comptes annuels ne donnent pas une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats, conformément à la Swiss GAAP RPC, et que ces derniers ne sont pas conformes à la loi suisse et aux statuts.

Bâle, le 10 mars 2026

Copartner Revision AG

QES Qualifizierte elektronische Signatur - Schweizer Recht
Signiert auf Skribble.com

Patrick Seiler
Expert-réviseur agréé
Réviseur responsable

QES Qualifizierte elektronische Signatur - Schweizer Recht
Signiert auf Skribble.com

Martin Thommen
Expert-réviseur agréé

Annexe:
comptes annuels

Copartner Revision AG | St. Alban-Anlage 46 | Postfach 201 | CH-4052 Basel | Tel. +41 61 270 21 21 | www.copartner.ch

Zulassung als Revisionsexperte/-in



FINANCES

IAMANEH Suisse, Bâle	Annexe I	
Bilan au 31 décembre	2025 CHF	2024 CHF
Actif		
Actif circulant		
<i>Liquidités</i>	1'202'016	1'316'006
<i>Créances</i>		
- envers des tiers	3'322	2'025
- envers des prestataires	20'000	80'000
<i>Comptes de régularisation actifs</i>	83'750	52'646
Total actif circulant	1'309'088	1'450'677
Actif immobilisé		
Placements financiers		
<i>Dépôt de garantie de loyer</i>	4'690	4'685
<i>Prêt</i>	503'860	503'860
Total placements financiers	508'550	508'545
Immobilisations corporelles		
<i>Equipements de bureau et informatiques</i>	47'458	47'458
<i>Corrections de valeur</i>	-37'463	-25'599
Total immobilisations corporelles	9'994	21'859
Total actif immobilisé	518'544	530'403
Total actif	1'827'632	1'981'080
Passif		
Fonds étrangers à court terme		
<i>Dettes fournisseurs</i>	67'041	78'103
<i>Dettes envers des avances sur projets</i>		
- de tiers	57'300	82'500
<i>Comptes de régularisation passifs</i>	39'653	46'929
Total fonds étrangers à court terme	163'994	207'533
Capital de fonds affecté		
<i>Capital de fonds</i>	633'301	738'151
Total capital de fonds affecté	633'301	738'151
Capital de l'organisation		
<i>Capital libre</i>	1'030'337	1'035'396
Total capital de l'organisation	1'030'337	1'035'396
Total passif	1'827'632	1'981'080

FINANCES

IAMANEH Suisse, Bâle

Annexe II

Compte d'exploitation du 1.1. au 31.12.	2025 CHF	2024 CHF
Produits d'exploitation		
Subventions reçues		
Subventions affectées	2'287'501	2'628'335
<i>Contribution de programme DDC</i>	<i>995'000</i>	<i>1'112'000</i>
<i>Chaîne du Bonheur</i>	<i>147'555</i>	<i>83'949</i>
<i>Cantons et communes</i>	<i>437'785</i>	<i>376'650</i>
<i>Fondations</i>	<i>653'401</i>	<i>1'015'508</i>
<i>Autres produits</i>	<i>53'760</i>	<i>40'229</i>
Subventions libres	689'523	769'678
<i>Cotisations des membres</i>	<i>9'350</i>	<i>9'400</i>
<i>Subventions générales</i>	<i>680'173</i>	<i>760'278</i>
Total subventions reçues	2'977'024	3'398'013
Produits des livraisons et prestations de services	0	9'863
Total produits d'exploitation	2'977'024	3'407'876
Charges d'exploitation		
Charges de projets et de prestations de services	2'409'883	2'931'929
<i>Virements de projets et charges matérielles</i>	<i>2'058'756</i>	<i>2'535'043</i>
<i>Charges de personnel du secrétariat</i>	<i>315'445</i>	<i>365'191</i>
<i>Autres charges et activités</i>	<i>35'683</i>	<i>31'694</i>
Charges de communication et de collecte de fonds	458'379	459'184
<i>Charges de personnel du secrétariat</i>	<i>232'355</i>	<i>231'517</i>
<i>Charges matérielles</i>	<i>199'740</i>	<i>207'574</i>
<i>Autres charges et activités</i>	<i>26'284</i>	<i>20'093</i>
Charges administratives	213'817	260'247
<i>Charges de personnel du secrétariat</i>	<i>95'183</i>	<i>129'269</i>
<i>Charges matérielles, honoraires, émoluments, impôts</i>	<i>33'479</i>	<i>37'504</i>
<i>Autres charges et activités</i>	<i>85'155</i>	<i>93'474</i>
Total charges d'exploitation	3'082'080	3'651'360
Résultat d'exploitation	-105'056	-243'484

FINANCES

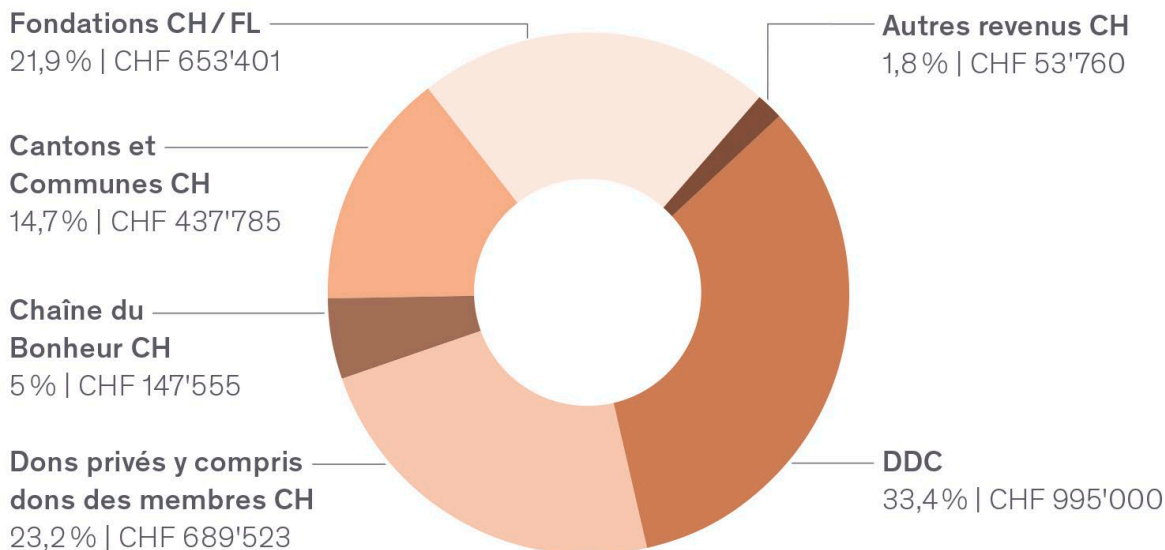
IAMANEH Suisse, Bâle

Annexe II

Compte d'exploitation du 1.1. au 31.12.

	2025 CHF	2024 CHF
Résultat financier		
<i>Produits financiers</i>	9'619	14'122
<i>Charges financières</i>	-14'471	-1'979
Total résultat financier	-4'853	12'143
Résultat avant variation du capital de fonds	-109'909	-231'342
Variation du capital de fonds		
Attributions (-) / Utilisations (+)	104'850	332'455
Résultat annuel avant variation du capital de l'organisation	-5'059	101'114
Variation du capital de l'organisation		
Attributions (-) / Utilisations (+)	5'059	-101'114
	0	0

Provenance des dons*



* Total contributions affectées et sans affectation

DONS

Nous remercions chaleureusement tous nos membres, donatrices et donateurs pour leur soutien fidèle. Toute forme d'engagement est importante.

Nous adressons un remerciement particulier à nos donateurs institutionnels (à partir de CHF 5'000):

Fondation Christoph Merian Bâle	Commune de Küssnacht	Fonds de soutien Migros Zurich
Fondation Däster-Schild Granges	Commune de Maur	Église catholique romaine Bâle
Direction du développement et de la coopération (DDC) Berne	Commune de Vandoeuvres	Fondation Somaha Zurich
Fondation Dr Ernst-Günther Brüder Lucerne	GGG Basel	Ville de Lucerne
Commune de Zoug	Chaîne du Bonheur Genève	Ville d'Onex
Fondation Dutmala Sion	Canton d'Argovie	Ville de Saint-Gall
Fondation Gertrude Hirzel Genève	Canton de Bâle-Campagne	Ville de Zurich
Fondation La Marie-Maurice Granges	Canton de Bâle-Ville	Fondation Amaari Bâle
Fondation Lord Michelham Genève	Canton des Grisons	Fondation Sanitas Davos
Fondation Lusavi Carouge	Canton de Thurgovie	Fondation Walter et Louise M. Davidson Zurich
Fondation Philanthropique Famille Sandoz Pully	Canton de Zurich	Zuger Frischkäse AG Oberbüren
Fondation Smartpeace Zurich	Fondation Medicor Triesen	

Nous remercions chaleureusement les institutions suivantes pour le soutien apporté par des conseils, une participation et un sponsoring:

Bureau de promotion de l'égalité et de prévention des violences du canton de Genève
Druckkollektiv Phoenix Bâle
KOKONEO Grafik + Raum Bâle
Stuedler Press AG Bâle

Un grand merci pour votre soutien!

IAMANEH Schweiz

Aeschengraben 16 · CH-4051 Basel

T +41 61 205 60 80 · info@iamaneh.ch · www.iamaneh.ch

IBAN CH95 0900 0000 4063 7178 8

Bureau de Genève: Rue de Cornavin 11 · CH-1201 Genève ·

T +41 76 491 60 81

Jetzt mit TWINT spenden!



QR-Code mit der TWINT App scannen



Betrag und Spende bestätigen



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direktion für Entwicklung
und Zusammenarbeit DEZA

*Nos projets et programmes
sont soutenus par la DDC.*



IAMANEH Schweiz | Suisse

Gesundheit für Frauen und Kinder
Santé pour femmes et enfants

IMPRESSUM

Édition:

IAMANEH Schweiz, Basel

Rédaction:

Miriam Glass

Commission de rédaction:

Beate Kiefer, Marilyn Umurungi

Collaboration:

Selina Felber, Sibylle Ganz-Koechlin, Jessica Meister,
Alexandra Nicola, Jonas Röllin, Fatoumata Sangaré, Ralph
Smyth, Nadja Sprenger-Lerch

Traduction FR:

Jacques Muheim, interidioms@gmail.com

Conception et programmation:

OHO Design GmbH

Interaction + Graphisme

www.ohodesign.ch

Coordination de projet:

KOKONEO Grafik + Raum

www.kokoneo.ch

Droits d'auteur des images:

IAMANEH Schweiz

Bâle, mai 2026